

# OMAN

La faiblesse persistante des cours du pétrole et l'austérité budgétaire, ajoutées aux réductions de la production pétrolière dans le cadre de l'OPEP en 2017, continuent de peser sur l'économie omanaise. Le déficit budgétaire et le déficit du compte courant restent importants, et Oman ayant de plus en plus recours à des emprunts extérieurs pour les financer, la dette publique grimpe rapidement. Toutefois, la croissance devrait augmenter à moyen terme suite à une augmentation de la production de pétrole et de gaz et aux gains attendus dans le secteur non pétrolier résultant du plan de diversification économique du gouvernement.

## Évolutions récentes

La croissance à Oman continue d'être freinée cette année par la baisse de la production pétrolière ainsi que celle de la consommation et de l'investissement. La croissance du PIB réel devrait être ramenée de 2,8 % en 2016 à 0,1 % en 2017. Les niveaux record de production de pétrole (1 million de barils par jour) ont tiré la croissance globale en 2015 et en 2016. En 2017, Oman a rejoint la plupart des pays non-membres de l'OPEP pour participer à la réduction de la production pétrolière, ce qui a entraîné une contraction du secteur des hydrocarbures de 2,8 %. Selon les estimations, la croissance du PIB hors hydrocarbures devrait poursuivre son ralentissement à 2,5 % en 2017, contre 3,4 % en 2016, en raison de la baisse des dépenses publiques et de ses répercussions sur la consommation et l'investissement. Selon l'enquête nationale sur la confiance des consommateurs, l'indice de confiance a décliné à 78,8 % en 2016, parti de 95,3 % en 2015. Le déficit du compte courant devrait se réduire légèrement pour s'établir à 15,7 % du PIB en 2017, contre 17,4 % en 2016, en raison de la hausse des cours du pétrole.

Les sanctions en cours imposées par les pays du Golfe au Qatar ont soulevé des inquiétudes quant à la possibilité d'une interruption de l'approvisionnement en gaz d'Oman par le gazoduc qatarien, mais les autorités qatariennes ont confirmé qu'elles n'envisageaient pas de fermer le gazoduc. En fait, Oman a tiré parti de cette crise du Golfe, ses ports étant de plus en plus sollicités pour l'acheminement des exportations vers le Qatar.

Oman n'a pas suivi les récentes hausses des taux directeurs appliquées par les États-Unis comme les autres États du CCG, mais sa monnaie étant arrimée au dollar des États-Unis, la Banque centrale a également mis en place une

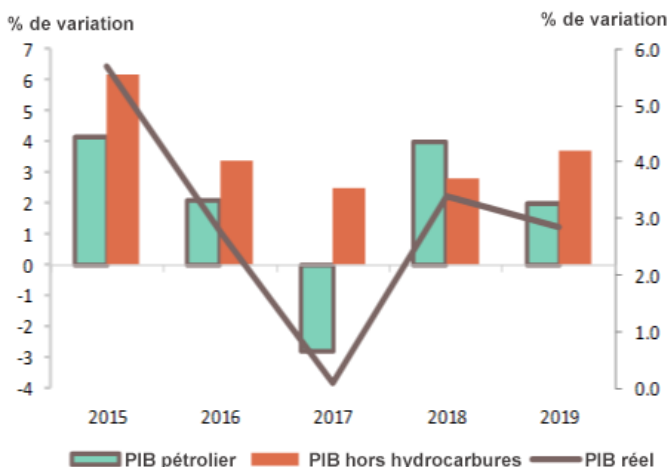
augmentation progressive du taux pour s'aligner sur les États-Unis. L'inflation devrait augmenter, passant de 1,1 % en 2016 à 2 % en 2017, reflétant ainsi la réforme des subventions en cours.

Les résultats financiers au premier semestre de 2017 indiquent que le déficit devrait être ramené à 13,5 %, contre de 20,8 % en 2016. Cette amélioration correspond à la hausse des recettes pétrolières due à l'augmentation des cours du pétrole et des économies tirées de l'augmentation des tarifs de l'électricité pour les grands consommateurs et d'une légère hausse des frais de services publics (tels que les frais de visa). Pour financer le budget de 2017, Oman a levé 5 milliards de dollars sur les marchés internationaux de la dette en mars et 2 milliards de dollars d'emprunt islamique (sukuk) en mai 2017.

Le manque d'emplois est la principale préoccupation d'Oman dans le domaine social. Selon les estimations de l'OIT, le taux de chômage s'établit à 20 % dans le pays, mais à environ 50 % chez les jeunes — un problème pressant dans un pays où 40 % de la population a moins de 25 ans. Les jeunes Omanais ont une forte préférence pour les emplois du secteur public, où la rémunération est plus élevée et les heures de travail plus courtes, alors que le secteur privé continue de recourir à la main-d'œuvre expatriée. Oman devra créer 45 000 emplois chaque année pour remédier au problème. L'effort actuellement déployé pour remplacer les expatriés par des Omanais ne suffit pas sans une amélioration de l'environnement favorable à la création d'emplois dans le secteur privé.

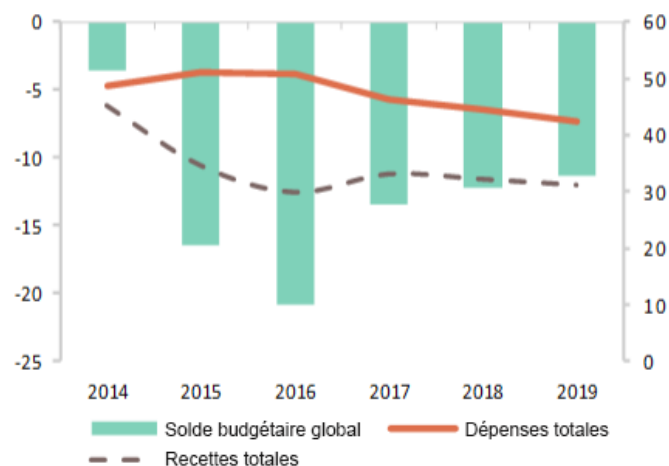
Le Programme national de diversification (Tanfeedh) constitue une feuille de route pour accroître la participation du secteur privé — en privilégiant la logistique, l'industrie manufacturière et le tourisme. Toutefois, certaines réformes axées sur la diversification telles que l'élimination des subventions auraient des effets négatifs à court terme sur la population. Le gouvernement est ainsi confronté au défi de

GRAPHIQUE 1 Oman / Croissance annuelle du PIB réel



Sources : Autorités omanaises, estimation des services de la Banque mondiale.

GRAPHIQUE 2 Oman / Opérations des administrations publiques (en pourcentage du PIB)



Sources : Autorités omanaises, estimation des services de la Banque mondiale.

poursuivre des politiques adéquates de protection sociale et d'atténuation des effets néfastes. Il faudra peut-être actualiser et revalider les méthodes et institutions existantes d'identification des bénéficiaires et de mesure et d'analyse du bien-être.

## Perspectives

La croissance économique devrait se redresser modestement à moyen terme. En 2018, une amélioration de la performance dans le secteur des hydrocarbures entraînera la reprise – étant donné que les restrictions de l'« OPEP plus » sur l'approvisionnement en pétrole seront levées et que le projet gazier de Khazzan verra sa capacité de production augmenter. À mesure que le redressement progressif des cours du pétrole améliore la confiance et encourage les investissements du secteur privé, la croissance globale du PIB devrait rebondir à 2,9 % d'ici 2019. Le programme de réformes des autorités publiques continue d'être axé sur la diversification de l'économie et le rééquilibrage des finances publiques. À plus long terme, les réformes favorables aux entreprises telles que la loi sur la propriété étrangère et la loi sur les IDE, et la levée des sanctions contre l'Iran devraient multiplier les perspectives de commerce et d'investissement. La politique monétaire continuera d'être resserrée, car les taux d'intérêt poursuivent leur évolution à la hausse. En raison de l'augmentation des tarifs d'électricité et de la TVA, l'inflation devrait atteindre 2,6 % en 2018 avant de redescendre à

1,8 % en 2019 avec la dissipation des pressions sur les coûts découlant de la réforme relatives aux subventions.

En janvier 2017, les subventions à l'électricité ont été supprimées pour les grands consommateurs qui, collectivement, absorbent plus de 30 % de la fourniture énergétique totale. De plus, l'adoption d'une TVA de 5 % prévue pour 2018, l'augmentation de l'impôt sur le revenu des sociétés devraient permettre de ramener le déficit budgétaire à 11,4 % en 2019. L'épargne accumulée par Oman sur les recettes générées par les ressources est estimée à 38 milliards de dollars et a servi à financer en partie le déficit budgétaire. Ceci étant, le recours accru à des emprunts extérieurs va accroître considérablement la dette publique durant la période couverte par les prévisions, laquelle dette devrait dépasser 50 % du PIB d'ici 2020, contre 5 % en 2014, selon les estimations. Le déficit du compte courant devrait s'améliorer et passer à 9,2 % d'ici 2019 à la faveur de l'augmentation des cours du pétrole et des exportations de produits non-pétroliers. D'ici 2020, le gazoduc qui débouche en Iran devrait également permettre d'augmenter les exportations de gaz naturel liquéfié.

## Risques et défis

La croissance économique inclusive repose sur la mise en œuvre en temps utile des réformes visant la diversification de l'économie. L'immense programme de dépenses d'infrastructure dans le cadre du neuvième plan de développe-

ment devrait prendre du retard par suite des pressions qui continuent de s'exercer sur les finances publiques. Les autorités publiques s'efforceront de constituer de nouveaux partenariats public-privé, ce qui pourrait s'avérer difficile à court terme en raison de la baisse de confiance des investisseurs dans la région. Il est aussi probable que les autorités continuent de faire face à des troubles sociaux suite à la réforme des subventions.

Les perspectives économiques globales pourraient être compromises par plusieurs risques. Si les mesures envisagées d'assainissement des finances publiques ne sont effectivement prises, la politique budgétaire du gouvernement risque de perdre en crédibilité, ce qui aurait des conséquences fâcheuses pour le financement. Les risques externes comprennent de nouveaux chocs des cours du pétrole et les hausses des taux d'intérêt aux États-Unis. L'affaiblissement possible du dollar des États-Unis pourrait faire grimper les coûts d'importation et détériorer la balance des opérations courantes. La poursuite du ralentissement économique en Chine, principal partenaire commercial d'Oman, accroîtrait davantage les risques de détérioration de la situation. Les conditions de financement peuvent devenir plus difficiles au regard de l'augmentation de la dette, surtout si, avec le relèvement des taux aux États-Unis, les investisseurs se détournent des marchés émergents. Ces contraintes sont déjà manifestes dans le changement récent à la tête de la Banque centrale, suite à une dégradation de la note du système bancaire du pays par Moodys.

**TABLEAU 2 Oman / Indicateurs des perspectives de la pauvreté au niveau macroéconomique**

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
<b>Croissance du PIB réel, en prix constants du marché</b>	2.5	5.7	2.8	0.1	3.4	2.9
Consommation privée	5.6	2.9	1.9	1.5	2.5	3.0
Consommation des administrations publiques	9.6	0.8	-2.2	-3.8	0.9	2.4
Formation brute de capital fixe	0.8	2.5	1.8	1.7	2.1	2.6
Exportations, biens et services	-2.1	-9.4	2.3	-1.6	2.5	4.1
Importations, biens et services	-9.8	-3.2	-1.5	-1.1	2.3	3.5
<b>Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs</b>	..	..	..	..	..	..
Agriculture	..	..	..	..	..	..
Industrie	..	..	..	..	..	..
Services	..	..	..	..	..	..
<b>Inflation (indice des prix à la consommation)</b>	1.0	0.1	1.1	2.0	2.6	1.8
<b>Balance des opérations courantes (% du PIB)</b>	5.2	-15.5	-17.4	-15.7	-11.1	-9.2
<b>Solde budgétaire (% du PIB)</b>	-3.6	-16.5	-20.8	-13.5	-12.2	-11.4

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale.

Note : e = estimation, p = prévision.